

## **Déclaration liminaire FCPE de la Seine-Saint-Denis - CDEN du 04-07-2017 :**

La communauté éducative est réunie au sein de ce CDEN d'urgence pour statuer sur l'opportunité éducative et pédagogique de permettre à 10, puis dans l'urgence, à 14 villes de Seine-Saint-Denis de revenir aux 4 jours d'école, comme sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy.

Pourtant à l'époque, ce rythme ne permettait pas de finir les programmes.

Pourtant, et il faut le rappeler, le rapport Pisa de 2015 dont les résultats ont tant choqué notre pays, a étudié les élèves qui avaient « bénéficié » de ce projet des 4 jours ! A partir de ces conclusions, tout le monde s'accordait sur le fait qu'il fallait réformer en profondeur le système éducatif français pour plus d'égalité entre les élèves.

L'école différenciée ce n'est pas l'école des inégalités, la semaine des 4 jours fixe les inégalités entre les communes. C'est une assignation à résidence sociale.

C'est pourquoi, les adultes que nous sommes optaient de façon déterminée pour que l'enfant soit mis au cœur du système éducatif en donnant des moyens nouveaux pour pouvoir recruter dans un territoire sinistré et pouvoir mettre un enseignant devant chaque enfant.

Concernant la réforme des rythmes scolaires, le bashing n'aura jamais cessé. Ramenant le débat public, la démocratie scolaire à des choix binaires qu'aucun enseignants de philosophie ne poserait à ses propres élèves : pour ou contre les 4 jours. Nous sommes de ceux qui pensons que la pensée complexe n'est pas le privilège de l'Elysée et qu'au contraire l'Ecole doit être le premier lieu de cet exercice.

Pour ou contre les 4 jours. Pourquoi ne pas avoir posé la seule question qui interroge et qui vaille : pour ou contre le respect du rythme de l'enfant ? Pensez-vous

que les TAP ou les NAP sont de bonne qualité ? Votre maire a-t-il répondu à vos attentes dans la mise en œuvre des TAP. Avez-vous été associé à la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires ? Car après avoir sondé des parents, force est de constater que pour de très nombreux parents ce n'est pas tant les 4 jours et demi qui sont remis en question, sinon l'échec de la mise en œuvre des TAP.

Alors pour quoi faire compliqué quand on peut faire simple ? Plutôt que de s'attaquer à la revalorisation salariale des enseignants, à la redéfinition du calendrier scolaire qui finit l'année scolaire réelle avant la fin d'année officielle, plutôt que de financer les TAP à l'euro près et ainsi soutenir les communes qui jouent le jeu, ainsi que la prise en charge de la formation des animateurs par l'État. Il est bien plus facile de prendre une décision plus simple : pour ou contre les 4 jours. Sans dire aux parents que l'on va enseigner aux enfants à des heures où il ne sont plus réceptifs, sans dire que le mercredi les enfants iront au centre de loisirs ou dans un système de garde alternatif. Si fatigue il y a, ce qui reste à prouver au-delà du sentiment, la réponse apportée par celles et ceux qui mettent en avant cet argument n'est décidément pas faite pour soulager les enfants.

Disons-le. Celles et ceux qui voteront favorablement aux demandes des 14 communes vont, dans la hâte, acter la territorialisation de l'Education nationale, enfonceront un coin supplémentaire sur la structuration des inégalités entre les communes, intégreront la négociation d'entreprise contre les accords de branches, font perdre la légitimité des corps intermédiaires et, in fine, de cette même instance. Difficile pour ceux-là de continuer à se prononcer contre l'autonomie de gestion des établissements, dont acte !

Ce débat est faussé, ce vote est précipité. La démocratie demande le temps de la discussion et de la délibération éclairée. C'est pourquoi, si nous n'empêcherons pas la tenue de ce CDEN en venant en délégation complète et ainsi vous offrir le quorum, nous ne prendrons pas part au vote et quittons le CDEN.

Nous vous remercions de votre attention.